

QUESTION NATIONALE ET NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX LE CAS DE LA LUTTE ANTINUCLEAIRE

L'étude de l'apparition et du développement en Pays Basque de ce qu'il est désormais convenu d'appeler les « nouveaux mouvements sociaux » (écologiste, féministe, urbains, etc.) dépasserait de beaucoup le cadre de ce travail. Aussi, ne sera-t-il ici question que de la seule lutte antinucléaire, de loin le plus important et le plus mobilisateur, en Pays Basque, de ces « nouveaux mouvements sociaux ». Son approche ne sera tentée que dans la seule optique de cerner en quoi et comment le mouvement national a pu influencer sur la nature de cette lutte et sur l'image qu'elle a, à un moment donné, su donner du mouvement basque.

I-HISTORIQUE

Rapportée aux démographies respectives des différents pays européens, la lutte antinucléaire basque fut, sans conteste et de loin, celle qui mobilisa le plus de personnes. Ce fut hélas aussi celle qui fit le plus de victimes : 10 morts à ce jour (été 1982). Ce fut enfin toujours elle qui réussit à retarder le plus longtemps l'ouverture d'une centrale : commencés en 1972 en prévision d'une mise en service courant 1977, les travaux de la très controversée centrale nucléaire de Lemoniz (Biscaye), à plusieurs reprises interrompus, ne sont à l'heure actuelle toujours pas achevés... Aux dernières nouvelles, la centrale ne deviendrait opératoire, et dans le meilleur des cas, qu'en 1985...
[\[312\]](#)

Le 23 mai 1972, la Direction Générale du Ministère de l'Industrie concède à Iberduero S.A.¹ une autorisation de principe pour procéder à la construction de deux réacteurs nucléaires de 900 KWe chacun à Lemoniz². Le 27 septembre 1973, la même société sollicite de nouvelles autorisations pour la construction de trois autres centrales

¹ En Espagne, la production et la distribution de l'électricité sont assurées par des compagnies privées. Une des plus importantes d'entre elles, Iberduero S.A., bénéficie d'un monopole de fait dans tout le nord de l'Etat espagnol, et par conséquent en Pays Basque.

² Cette autorisation de principe deviendra ferme et définitive le 14/03/74.

nucléaires en Pays Basque : la première, de deux réacteurs de 1000 KWe chacun à Ea (Biscaye) ; la seconde, de deux réacteurs de 1000 KWe chacun aussi à Deva (Guipúzcoa), et la troisième enfin, avec un réacteur de 1 000 KWe à Tudela (Navarre).

Devant la protestation immédiate et unanime des habitants de Deva, la Députation de Guipúzcoa charge la société américaine Dames and Moore d'une étude sur le projet. Prenant en compte les conclusions très négatives auxquelles mène cette étude, elle interdit sans plus attendre la construction de la centrale de Deva. La Députation de Navarre agira de même avec le projet de Tudela. Restent les deux centrales prévues pour la Biscaye. Si l'on ne parle plus de celle d'Ea, les travaux « provisoires »³ de celle de Lemoniz sont entrepris : en 1976, le mouvement antinucléaire basque devient un mouvement anti-Lemoniz.

La protestation est d'abord purement locale et défensive (Cf. plus loin § II). Elle s'organise bientôt (février 76) en une *Commission de Défense d'une Côte Basque Non Nucléaire* regroupant diverses associations locales. En moins de trois mois, la Commission réunit plus de 150 000 signatures (accompagnées du numéro de la carte d'identité des signataires ce qui, en 1976, n'était pas évident). Le 29 août de la même année, elle organise la première grande manifestation antinucléaire en Pays Basque à Plencia-Lemoniz (de 30 000 à 70 000 personnes suivant les sources). C'est à partir des répercussions de cette manifestation (dont l'ampleur surprendra tout le monde, y compris les organisateurs⁴) que *la lutte antinucléaire cesse d'être locale pour devenir nationale (basque)*, passant dans le même temps d'une position défensive à une [313] dynamique de plus en plus offensive. Même si les thèmes de la peur et du danger des effets du nucléaire sont toujours fortement présents dans la lutte, c'est désormais moins lui qui anime et motive les grandes mobilisations et manifestations antinucléaires qu'une protestation démocratique et une exigence de souveraineté populaire et nationale (Cf. plus loin § III).

Durant cette grande période offensive de la lutte antinucléaire basque (1977-1980), il faut relever :

³ La municipalité de Lemoniz n'ayant pas donné son accord, c'est par cet adjectif qu'Iberduero S.A. désigna alors la nature des travaux...

⁴ I 68 (José Allende Landa, fondateur et principal animateur de la Commission de Défense), Bilbao, janvier 1982.

- La création, à partir du début 1977, et sur tout le territoire basque, de *Comités Antinucléaires*. Ils se fédéreront plus tard en une *Coordination Nationale (basque) des Comités Antinucléaires*. Ce sont désormais essentiellement eux qui mobiliseront l'opinion publique au niveau national.

- Mars 1977 : le PNV se prononce pour la convocation d'un référendum sur Lemoniz. Il ne changera pas de position jusqu'à la fin 1981.

- 12-14/03/77 : le Parti Socialiste Basque - PSOE se prononce, au cours de son premier congrès, pour la paralysie immédiate de Lemoniz dans l'attente d'un débat public en vue d'un référendum. Il ne changera pas de position jusqu'au début 1982 (la pétition de paralysie immédiate est cependant abandonnée en février 1981). La position du PC est identique. À cette date, l'ensemble des forces patriotiques de gauche se sont, elles, définitivement prononcées contre le projet.

- Fin juin 77 : le Gouverneur Civil de Biscaye interdit une manifestation antinucléaire prévue pour le 30 juin à Bilbao ; elle est finalement autorisée pour la date estivale du 14 juillet.

- 14/07/77 : de 80 000 à 150 000 personnes (suivant les sources) manifestent à Bilbao contre l'imposition du projet de Lemoniz. Il s'agit de la plus grande manifestation de l'après-guerre en Pays Basque et aussi, à l'époque, de la plus grande manifestation antinucléaire en Europe.

- Été 77 : « devant le refus réitéré, tant de l'Etat que d'Iberduero S.A. », ETA militaire prévient qu'elle « répondra désormais au terrorisme d'Iberduero S.A. ».

- 18/12/77 : ETA militaire attaque la centrale. Au cours de l'assaut, un de ses militants, J.D. Alvarez, est blessé. Il mourra le 15/01/78.

- 12/03/78 : de 60 000 à 150 000 personnes manifestent à Lemoniz.

- 17/03/78 : une bombe, introduite par ETA militaire dans la centrale, explose, coûtant la vie à deux ouvriers. Les travaux sont momentanément interrompus.

- Fin mars : un « Organisme unitaire pro-paralysie de Lemoniz », regroupant l'ensemble de la gauche *abertzale*, le syndicat L.A.B., la Commission [314] de Défense et les Comités anti-nucléaires, est créé. Suite à des dissensions politiques, il sera dissous à la fin 1978.

- 14/01/79 : manifestation à Lemoniz interdite.

- Fin janvier 79 : de nombreuses manifestations antinucléaires sont interdites et dispersées avec violence par la police (Saint-Sébastien, Pampelune, Mungia, etc.)

- 25/04/79 : le Conseil Général Basque se prononce pour un « référendum populaire et démocratique sur Lemoniz » après qu'un « large débat, où chacun pourra s'exprimer, aura eu lieu ».

- 27/04/79 : de 40 000 à 100 000 personnes défilent sous une pluie battante à Bilbao contre Lemoniz.

- 16/05/79 : au cours d'un débat aux Cortès sur le Plan Énergétique National, le PSOE se prononce « pour la paralysie immédiate des travaux (de Lemoniz) pour éviter que soient encore investis 50 000 millions de pesetas de plus dans une centrale nucléaire dont l'emplacement est absolument indéfendable et dont la décision de construction n'a pu être prise qu'en pleine période franquiste, en marge de tout critère de rationalité et de toute rigueur »⁵.

- 3/06/79 : lors d'un rassemblement antinucléaire à Tudela (Navarre)⁶, la Guardia Civile tire sur la foule. Une manifestante écologiste, Gladys Del Estal, meurt sur le coup. Deux jours plus tard, les quatre provinces basques sont paralysées par une grève générale en signe de protestation.

- 13/06/79 : ETA m. réussit à introduire une bombe de forte puissance au sein de la Centrale ; son explosion coûtera la vie à un ouvrier et retardera la construction de plusieurs mois.

- Fin juin 79 : le PC, le PSOE et EE réitèrent leur demande d'arrêt immédiat des travaux de Lemoniz.

- 12/08/79 : à l'occasion d'une marche entreprise depuis différentes villes d'Euskadi sur Lemoniz, la Commission de Défense et les Comités Antinucléaires lancent à Iberduero S.A. et à l'État un « appel à la raison et à la conscience démocratique », rappelant que « toutes les voies possibles et imaginables que permet la loi avaient été suivies sans aucun résultat », et que « personne ne devrait désormais s'étonner des conséquences tragiques auxquelles cette absence de démocratie pourrait conduire ». [315]

⁵ Déclaration de Txiki Benegas, secrétaire général du PSE-PSOE. qui sera reformulée avec la même véhémence le 28 Juillet de la même année au cours d'un autre débat aux Cortès.

⁶ Manifestation se situant dans le cadre de la journée d'action internationale contre l'énergie nucléaire.

- 28 et 29/11/79 : les municipalités de Mungia et de Lemoniz (lieu d'implantation de la centrale) ordonnent l'arrêt immédiat des travaux.

- 17/12/79 : le Gouverneur Civil de Biscaye casse la décision des deux municipalités.

- 28/12/79 : le Conseil des ministres ratifie l'acte du Gouverneur Civil.

- Début mai 80 : dès sa formation, le Gouvernement basque se prononce contre toute entrée d'uranium à Lemoniz tant qu'une enquête, effectuée par l'O.I.E.A., et un référendum populaire n'auront pas eu lieu.

- 25/05/80 : Pedro Arietio, Président du conseil d'administration d'Iberduero S.A. déclare que « la centrale nucléaire de Lemoniz sera terminée, et sa première phase rentrera en fonctionnement l'an prochain, et cela quoi qu'il advienne ».

- 13/06/80 : les députés des PNV, PSOE, PC et E.E. votent, au nouveau Parlement Basque, une motion demandant au Gouvernement Central de convoquer un référendum sur l'avenir de la centrale de Lemoniz.

- Décembre 80 : au cours d'un voyage en Euskadi, Adolfo Suarez, Président du Gouvernement espagnol, déclare : « Le Gouvernement parie fermement pour l'énergie nucléaire. Nous sommes contre toute forme de consultation populaire sur cet aspect ». Carlos Garakoietxea, Président du Gouvernement basque, réplique aussitôt que « le Gouvernement central portera l'entière responsabilité de ne pas convoquer ce référendum ».

- 29/01/81 : ETA militaire enlève Jose Maria Ryan Estrada, ingénieur en chef de la centrale de Lemoniz, et donne « une semaine de délai pour qu'Iberduero S.A. et le Gouvernement central ordonnent la démolition de la centrale ». Dans le cas contraire, ETA se déclare « libre de tout engagement et agira en conséquence » (communiqué du 30/01/81).

- 4/02/81 : la Commission de défense qualifie l'enlèvement de « violation des droits de l'homme » et « d'acte de violence »⁷. Dans le même communiqué, elle rappelle cependant que, vu la violence et le mépris avec lesquels Iberduero S.A. et le Gouvernement central ont traité les revendications démocratiques du peuple basque

⁷ Cf. en annexes l'intégralité de ce communiqué.

(débat et référendum), personne n'a le droit de s'étonner aujourd'hui qu'il y ait un « cas Ryan ».

- 6/02/81 : le délai expiré, Ryan est tué par ETA. Le même jour, la Commission se déclare « consternée » et pense que « le problème a atteint des niveaux étrangers à (ses) modes d'action »⁸. [316]

- 7/02/81 : Iberduero S.A. abandonne « jusqu'à nouvel ordre » les travaux de la Centrale nucléaire de Lemoniz.

- 9/02/81 : pour la première fois en Pays Basque, une grève générale est convoquée pour protester contre une action d'ETA. Plusieurs dizaines de milliers de personnes défilent ce jour-là dans les quatre capitales basques en signe de deuil et de condamnation. À partir de cette date, ouvrant une nouvelle période dans la lutte antinucléaire en Pays Basque, le « problème de Lemoniz » va très rapidement, et à nos yeux radicalement, changer pour ne plus sembler se résumer qu'à l'équation extrêmement simplificatrice et « insensée » (du point de vue d'un mouvement social) : « Pour ou contre Lemoniz = pour ou contre ETA » :

- 12/02/81 : sur proposition conjointe du PNV et du PSOE, l'ensemble des groupes parlementaires basques, excepté EE, votent une motion demandant à Iberduero S.A. de reprendre les travaux de construction de la centrale. Le PSOE. explique ainsi sa démarche : « Si on paralyse Lemoniz, cela signifiera qu'on aura cédé au chantage (d'ETA) » (Txiki Benegas).

- 30/03/81 : la Commission de Défense « lance un cri désespéré pour entrevoir et consolider une rationnelle et démocratique solution au contentieux de Lemoniz » par « la tenue d'un référendum dans des conditions démocratiques de respect de la vérité, d'égalité de possibilités pour les positions en présence, de profonde information et de débat au sein de notre peuple, et de respect sans équivoque du résultat de la consultation », « avant que les frustrations et l'exaspération ne provoquent de nouvelles catastrophes pour notre peuple frustré, vexé et désabusé dans cette longue et dramatique lutte ».

- 31/03/81 : le Gouvernement central, par la bouche de son président, Calvo Sotelo, déclare qu'il « ne convoquera jamais un référendum sur Lemoniz ».

⁸ Ibidem

- Fin mai 82 : une enquête révèle que 78 % des personnes interrogées sont favorables à la convocation d'un référendum sur Lemoniz (8 % sont contre, 12 % ne savent pas). Dans le cas où ce référendum aurait lieu, 37 % se prononceraient pour la paralysie immédiate et définitive de la centrale, 29 pour son éventuelle mise en marche si de réelles conditions de sécurité étaient garanties, 8 % pour son fonctionnement immédiat et sans condition ; 22 % ne savaient pas⁹.

- Été et automne 81 : le Gouvernement basque insiste sur la nécessité de convoquer ce référendum. [317]

- 2/02/82 : le Gouvernement central, exaspéré par l'insistance du Gouvernement basque, déclare « son refus total et définitif de convoquer un référendum sur la centrale nucléaire de Lemoniz ».

- Mars avril 82 : des conversations tripartites (les deux gouvernements et Iberduero S.A.) ont lieu dans le but de confier au Gouvernement basque la gestion publique de la centrale.

- 18/03/82 : dans un communiqué conjoint, le Gouvernement central et le Gouvernement basque « manifestent leur irrévocable volonté politique de voir fonctionner la centrale nucléaire de Lemoniz ».

- 7/04/82 : le Gouvernement basque crée par décret une Société de Gestion de la centrale nucléaire de Lemoniz, dont le but est « d'assurer le fonctionnement et le contrôle public de la centrale ».

- 5/05/82 : Angel Pascual, Directeur du projet de Lemoniz est tué par ETA militaire. Le Président du Gouvernement basque déclare que ce dernier « ramassera le gant de ce défi ».

- 10/05/82 : l'ensemble des techniciens de Lemoniz refusent de réintégrer leurs postes.

- 11/05/82 : le Porte-parole du Gouvernement basque, R. Labayen, déclare que « Lemoniz sera terminée, quoi qu'il arrive », tandis que le Gouvernement central affirme que, « dans la lutte politique qui s'est établie entre le Gouvernement et une organisation terroriste, l'Etat n'a pas le droit de s'effacer ».

⁹ Enquête réalisée en mai et juin 1981 par L'institut Azterka sur un échantillon de 1577 personnes dans les quatre provinces basques.

- 13/05/82 : le Conseil d'Administration d'Iberduero S.A. suspend les travaux de la centrale « jusqu'à ce que les actuelles circonstances cessent ».

- 14/05/82 : alors qu'ils s'apprêtaient à la déposer dans une station d'Iberduero S.A., une bombe explose dans les mains de deux militants d'ETA ; ils sont tués sur le coup.

- 17/05/82 : le Gouverneur civil de Biscaye interdit une concentration antinucléaire devant avoir lieu le 22 à Bilbao.

- 22/05/82 : cette concentration est dispersée par la police qui charge violemment les manifestants. [318]

Au vu de ces événements, et de tous ceux qui, depuis maintenant près de huit ans, ont contribué à donner au « problème Lemoniz » l'ampleur que l'on sait, trois périodes peuvent être distinguées dans la lutte antinucléaire en Pays Basque :

1) Celle qui commence fin 1974 avec les premières manifestations très locales et défensives à Deva et Lemoniz, et s'achève avec la grande concentration d'août 1976.

2) Celle qui s'étend depuis cette date jusqu'à l'enlèvement puis la mort de J. Ryan (février 1981).

3) Celle enfin qui commence alors.

Nous voudrions maintenant tenter de montrer dans quelle mesure et comment la question nationale basque a influé sur la ou les significations sociales centrales de la lutte antinucléaire en Pays Basque au cours de ces trois périodes.

II- 1974-1976 ; « EZ, EZ, EZ ! » : UN MOUVEMENT DE DEFENSE LOCALE¹⁰

Les premières mobilisations antinucléaires basques eurent lieu, courant 1974, à Ea, Deva, puis Lemoniz. Portées par les habitants des trois sites concernés, elles ne rencontrèrent au départ aucun écho dans le reste du pays. Le tout premier sentiment des intéressés est celui de perplexité plutôt négative face à quelque chose d'inconnu, à la monstruosité des chiffres avancés (investissement, production, etc.) et à la disproportion apparente des contreparties proposées. Une poignée d'écologistes se chargera bien vite

¹⁰ « Ez, ez, ez ! » Zentral nuklearrik ez ! » (« Non, non, non ! Pas de centrale nucléaire ! ») : slogan des premières manifestations et affiches antinucléaires.

de transformer cette perplexité en hostilité, en mettant l'accent sur les graves dangers que l'implantation d'une centrale nucléaire pouvait entraîner pour ses riverains.

Le mouvement qui définit le mieux la nature de la lutte antinucléaire basque au cours de ses deux premières années d'existence est certainement celui d'une opposition négative, arc-boutée sur une défense locale, et essentiellement dominée par un sentiment de peur et une sensation de danger. Durant cette période, les animateurs de la Commission de Défense se consacrent à démontrer, études techniques et chiffres à l'appui, « l'absurdité potentiellement meurtrière » du projet nucléaire d'Iberduero S.A. Les trois centrales, situées en bord de mer, menacent directement la vie aquatique du Golfe de Biscaye, [319] et par là même l'avenir des milliers de marins pêcheurs basques¹¹ ; pour ne prendre que l'exemple de Lemoniz (le pire), près d'un million cent mille personnes vivent dans un rayon de moins de 20 km (densité : 860 ht /Km2), rendant impossible tout plan d'évacuation immédiate ; etc. Fin juin 1976, on peut dire que la Commission de Défense, désormais secondée par des scientifiques, a déjà avancé l'ensemble des arguments techniques contre les trois centrales, et en particulier celle de Lemoniz¹²

Même si elle n'est jamais présentée et formulée en tant que telle, la dimension nationale de la lutte antinucléaire basque est d'entrée présente dans ses premières manifestations. Le mouvement antinucléaire basque naît au plus fort de la répression franquiste (1974-1975) dans trois villages à 100 % *euskaldun* (parlant basque) et nationalistes ; il se développe entièrement au sein de la « société souterraine » dont il a été question plus haut. Les premières réunions sont clandestines, les premières manifestations interdites et réprimées ; c'est sciemment que la Commission de Défense porte un nom édulcoré¹³. L'ensemble des photos prises au cours de ces réunions et manifestations montrent que, chaque fois, un *ikurriña* (drapeau basque, alors interdit) préside l'assemblée, que les slogans sur les banderoles sont en euskera, etc.

¹¹ La Confrérie de ceux-ci sera une des premières associations à appuyer les résolutions de la Commission de Défense.

¹² Ceux-ci seront synthétisés en huit points (« Quelques raisons pour lesquelles nous nous opposons aux projets nucléaires sur la Côte basque ») dans le premier « Appel urgent à la Communauté Basque » de la Commission de Défense (distribué à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, juin 1976).

¹³ I 68, *op. cit.*

Si l'incidence du mouvement national sur l'éclosion de la lutte antinucléaire demeure très faible au cours de cette première période, elle va se révéler être extrêmement forte et de prime importance sur son développement postérieur, et surtout sur son passage d'une position défensive à une dynamique offensive. C'est en effet en devenant nationale qu'elle va atteindre aussi rapidement l'ampleur et le dynamisme qui la caractériseront désormais (cf. § II) et changer de nature (cf. § IV).

III- DU LOCAL AU NATIONAL OU « L'EXPLOSION » DE LA LUTTE ANTINUCLEAIRE EN PAYS BASQUE

Pourquoi les murs de Saint-Sébastien et de Pampelune, respectivement situés à 78 et 125 km de Lemoniz, sont-ils couverts d'inscriptions et d'affiches [320] réclamant la paralysie de cette centrale nucléaire et pas ceux de Santander, ville de même importance, se trouvant, elle, à 70 km de Lemoniz ? Pourquoi les villes de Tolosa, Irun, Tafalla, etc., respectivement situées à 77, 94 et 141 km de Lemoniz, ont-elles des comités antinucléaires actifs, et pas celle de Laredo qui se trouve à moins de 45 km de Lemoniz ?

Parce que, force est de le constater, même si cela dérange encore, les premières sont basques et les autres, appartenant à la province de Santander (limitrophe avec la Biscaye), non. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas quelques écologistes à Santander, Laredo ou autre, mais que les luttes antinucléaires en province de Santander d'un côté, et en provinces d'Alava, Guipúzcoa et Navarre de l'autre, ne soutiennent pas la comparaison. Ces quatre provinces se trouvent pourtant à la même distance moyenne de Lemoniz, et leurs populations réciproques subiraient donc les mêmes conséquences dans le cas où un éventuel accident y surviendrait.

La force et le dynamisme de la lutte antinucléaire en Pays Basque, et plus particulièrement sa très rapide implantation et sa grande vitalité en des points de la géographie basque suffisamment éloignés de Lemoniz pour être à l'abri de tout « danger

nucléaire », demeurent à nos yeux totalement inexplicables si on perd de vue la dimension nationale de cette lutte. *C'est en se fondant dans « l'espace communicationnel basque », ailleurs défini comme « société souterraine », en empruntant ses « canaux de propagation », et en se muant donc ainsi en « affaire nationale », que la lutte antinucléaire acquiert toute son ampleur.*

La généalogie de son essor et de sa vigueur nous mène en effet au printemps 1976 au cours duquel, pour la première fois, la Commission de Défense « en appelle au Peuple Basque » et « à la Communauté Basque ». Outre le titre, déjà signalé, de son manifeste de juin et celui de sa « Convocation de la Communauté Basque » à la manifestation du 29 août, les termes de « Peuple Basque », « Communauté Basque », et plus tard « Euskadi », remplacent peu à peu ceux « d'habitants de Lemoniz », « voisins de Deva », etc., pour désigner le « public » et les potentielles victimes des centrales nucléaires. De locale, la lutte semble devenir nationale.

Change-t-elle pour cela de nature ?

Tant que l'identification de l'acteur antinucléaire au peuple basque demeure le fait des agitateurs de la Commission de Défense, non. [321] Apparemment sémantique, ce glissement de vocabulaire n'est en effet, du point de vue de la signification sociale de la lutte, qu'un changement de termes équivalents : sa nature, fondamentalement défensive, reste toujours la même. La protestation locale Lemoniz-Ea-Deva devient simplement la protestation « locale » Biscaye-Guipuzcoa-Alava-Navarre. Il s'agit toujours de s'opposer à un projet en raison du seul danger qu'il représente. En agitant la menace d'une « extermination du peuple basque »¹⁴ (et en la présentant comme non dépourvue d'arrière pensées politiques du côté de Madrid), la Commission touche certes la corde sensible des Basques, faisant ainsi vibrer leur sentiment communautaire et national en se doutant bien que cela provoquera leur clameur antinucléaire. Mais d'un point de vue social, absolument aucune nouveauté n'apparaît.

Par contre, et au fur et à mesure que, d'idéologique et verbale, l'identification acteur anti-nucléaire-peuple basque devient concrète et effective, autrement dit à partir

¹⁴ « Un grave accident à Lemoniz équivaldrait à un génocide, à la disparition totale et absolue du peuple basque » : lecture aux Cortès espagnoles, par Francisco Letamendia (Député E.E.), d'un texte rédigé par la Commission de Défense.

du moment où d'amples secteurs de la population basque font réellement leur la lutte antinucléaire, oui, la nature sociale de cette dernière va profondément changer¹⁵. [322]

Bien que ceci reste à démontrer empiriquement, il semble bien que ce changement doive avant tout être mis à l'actif des militants antinucléaires les plus « périphériques », autrement dit les plus éloignés, que ce soit géographiquement ou mentalement, de la centrale de Lemoniz. *C'est en effet bien moins la peur d'un accident nucléaire qui anime leur mobilisation qu'une protestation contre la manière avec laquelle la centrale et le choix nucléaire sont imposés.* Position qu'I. 56 et qu'I. 32 résument à leur façon : « Personnellement, Lemoniz peut péter dix fois, je ne m'en porterais pas plus mal ; ici, (Renteria), cela n'aurait aucune conséquence. Je milite par solidarité (...) et aussi parce qu'il s'agit d'un véritable attentat contre le peuple basque. On nous traite comme des débiles, incapables de décider ce qu'on veut et ce qu'on ne veut pas »¹⁶. « Je ne suis pas plus antinucléaire que toi, peut-être même que sous certaines conditions, c'est valable. Ce n'est pas cela qui m'accroche, mais Iberduero S.A.

¹⁵ Pourquoi, dès l'instant où elle en appelle au peuple basque, et prend ainsi une dimension nationale, cette lutte connaît-elle aussi rapidement (printemps-été 1976), un tel essor ? La réponse à cette question relève beaucoup moins, selon nous, d'une analyse stratégique (chère aux politologues espagnols) sur le « pouvoir performatif » et « l'impact » du « message émis » par la Commission suivant la séquence codage-transmission-décodage (sur laquelle travailleront par la suite les technocrates d'Iberduero S.A. pour tenter d'émettre des « bruits » et des « dissonances » afin d'en enrayer la diffusion), que d'une problématique de la communication telle que l'a définie J. Habermas, c'est-à-dire capable de théoriquement ressituer la « communauté inter subjective », fondement de tout échange social, dans le but d'en faire ressortir les dimensions historiques et socioculturelles (inter subjectivité que les démarches empirico-analytiques évacuent totalement ; cf. l'œuvre de J. Habermas, et en particulier *La technique et la science comme idéologie*, Paris, 1973, Ed. Gallimard ; *L'espace public*, *op.cit.* ; et *Communication and the evolution of society*, Boston, 1979, Ed. Beacon Press ; ainsi que sa discussion par Louis Quéré dans *Des miroirs équivoques. Aux origines de la communication moderne*, Paris, 1982, Ed. Aubier). Dans notre cas, il faudrait certainement mettre l'accent sur :

1) Les modes d'actualisation de l'unité intersubjective basque (qui ont été évoqués à travers l'étude du nouveau nationalisme).

2) Le « déficit empirique » dans lequel se trouvait alors (1976) l'expression socialement productive de cette unité (bien que ressentie, vécue et historiquement exprimée, cette dernière ne comportait pas, à proprement parler, de véritable projet social : l'identification mouvement ouvrier-socialisme-nationalisme basque venait en effet de dépasser, et rien ne parvenait à véritablement la remplacer).

3) Afin de montrer comment le « problème Lemoniz » va précisément devenir le point de focalisation empirique autour duquel le mouvement basque va nouer l'expression de son désir d'une société différente, et l'amener ainsi à formuler et préciser un projet social (cf. plus loin § IV) auquel, par la suite, son unité ne résistera du reste pas (cf. § V).

¹⁶ I. 56, 27 ans, Renteria, octobre 1981.

On leur a dit que non. Ils continuent, se fichent totalement de ce qu'on peut penser. *Même si j'étais pro-nucléaire, je serais contre Lemoniz* »¹⁷.

Si on ne perd pas de vue que ces militants se sont, en un premier temps, mobilisés à cause de la dimension nationale qu'était en train d'acquérir la lutte, l'importance primordiale de la question nationale dans son développement apparaît d'elle-même¹⁸. Ce grand tour de roue peut être comparé aux quatre temps d'un moteur à explosion :

1° temps, admission : la centrale est décidée, une lutte d'opposition purement défensive et locale apparaît. [323]

2° temps, compression : les recours de type institutionnels étant rapidement épuisés et inutiles, le mouvement antinucléaire en appelle à la solidarité nationale.

3° temps, explosion : l'affaire Lemoniz devient le point d'ancrage et d'expression d'une exigence de souveraineté nationale et populaire. La mobilisation atteint des proportions que personne n'aurait pu imaginer quelques mois auparavant.

4° temps : échappement, à partir de sa périphérie, de la lutte vers des directions nouvelles, essentiellement celle d'une protestation démocratique exigeant que toutes les décisions d'importance, comme celle d'opter pour l'énergie nucléaire et d'implanter des centrales, soient soumises au débat et au contrôle public.

Sans l'étincelle nationale, apparue à la fin du deuxième temps, les deux derniers (temps) n'auraient certainement jamais eu lieu.

¹⁷ I. 32, 30 ans, Bilbao, novembre 1980 (souligné par nous).

¹⁸ Les questions ouvrant ce paragraphe peuvent ici être renversées : pourquoi la population de l'Alava, et plus particulièrement les habitants de Vitoria, se mobilisent-ils contre Lemoniz, qui se trouve à plus de 75 km, alors qu'ils étaient restés impassibles face à la construction et la mise en marche de la centrale nucléaire de Santa Ana de Garrona (province de Burgos) située à moins de 45 km ?

IV- 1977-1980 ; « LEMONIZ ALA EUSKADI ! » : UN MOUVEMENT OFFENSIF DE PROTESTATION DEMOCRATIQUE, ET UNE EXIGENCE DE SOUVERAINETE NATIONALE ET POPULAIRE¹⁹

« Nous ne prétendons ni « nous passer d'énergie », ni « renoncer au progrès »²⁰. Nous aspirons simplement à produire et à consommer de l'énergie de façon rationnelle ; à ce que la communauté participe au dessin de son futur ; à ce que l'alternative choisie soit compatible avec les nécessités et les demandes formulées par la population (...) ; à ce que ce soit le progrès défini par le peuple, et non pas l'interprétation du « progrès » faite par une entreprise privée avec des critères éloignés des intérêts populaires, qui prévale ; et, en définitive, à ce qu'une bonne fois pour toutes, ce soit la volonté populaire qui s'accomplisse ». Ce communiqué (20/06/78), conjointement signé par la Commission de Défense et la Coordination Nationale des comités Antinucléaires d'Euskadi, résume bien l'enjeu qui, en cette année 1978, définit désormais la lutte [324] antinucléaire en Pays Basque : le contrôle démocratique sur un choix vécu et présenté comme primordial pour l'avenir d'Euskadi.

La force de cette protestation démocratique (cf. l'historique de la lutte) provient selon nous de la confluence exceptionnelle de trois types de mouvements :

1 - Un mouvement historique : celui d'une exigence de souveraineté nationale. L'acteur antinucléaire parle ici au nom de la nation (Euskadi, le Peuple Basque...) contre ceux qui lui imposent Lemoniz (l'Etat central, Madrid, l'impérialisme espagnol...) et pour une indépendance de décision que seule l'autodétermination (autonomie, indépendance...) pourrait lui accorder.

Cette dimension de la lutte apparaît par exemple bien dans l'appel de la Coordination des Comités Antinucléaires d'Euskadi lu le 8 octobre 1978 à la concentration d'Itziar : « Vues les graves complications que la centrale nucléaire peut entraîner pour la santé, la sécurité et le projet politique de notre peuple, et avec ses connotations économiques, sociales, éthiques, écologiques et par conséquent politiques

¹⁹ « Lemoniz ou Euskadi ! » : principal slogan antinucléaire durant cette période (repris par la Commission de défense pour intituler son second livre, Bilbao, 1979, Ed. Lur).

²⁰ Allusion aux déclarations qu'Areitio, Président d'Iberduero S.A., avaient faites quelques jours auparavant (16-06-78), et où il affirmait que « le refus de l'énergie nucléaire revient aujourd'hui à refuser tout développement ».

inacceptables, Lemoniz devient le problème fondamental de la lutte populaire d'Euskadi pour son émancipation et pour sa liberté²¹. La lutte pour la paralysie de Lemoniz englobe et renforce le reste des luttes populaires que porte actuellement notre peuple. Euskadi ne permettra jamais que l'on passe outre sa volonté populaire, systématiquement et massivement exprimée durant ces dernières années ».

Nous pourrions multiplier les déclarations faisant de Lemoniz le point d'ancrage d'une exigence de souveraineté nationale. Ainsi, les communiqués de la Commission de Défense :

- Celui du 16 février 79 : « Lemoniz symbolise la plus grande mobilisation populaire contre l'imposition d'un projet centralisateur et fasciste ; Lemoniz représente la revendication massive par un peuple de son droit à la souveraineté ; pour un environnement d'espoir et de dignité, pour que cesse cette rapine déshumanisante d'un capital apatride et exploiteur ».

- Celui du 1er août 79, intitulé « Lemoniz : la lutte d'un peuple contre l'imposition frauduleuse et la répression », où l'on peut lire : « L'oligarchie et l'État centralisateur sont particulièrement intéressés par la [325] nucléarisation d'Euskadi. La défense du projet nucléaire de Lemoniz par l'UCD depuis le gouvernement central et par les caciques basco-espagnolistes depuis Euskadi est à ce propos significative. Si malgré les illégalités et les irrégularités qui les accompagnent, les travaux de la centrale de Lemoniz étaient achevés, celle-ci hypothéquerait définitivement, et ce qui est plus grave, irréversiblement, le futur politique d'Euskadi (...). La mise en fonction de Lemoniz supposerait la consécration du terrorisme d'État et celle d'un régime centralisateur et policier ; la dépendance et la vulnérabilité d'Euskadi seraient portées à leurs extrêmes ; et une barrière infranchissable entraverait le projet politique d'Euskadi (...) ».

- Ou encore celui qui fut lu le jour de la concentration finale de la marche sur Lemoniz (le 12 août 79) : « Euskadi ne veut pas de Lemoniz, Euskadi ne peut admettre sa nucléarisation. Euskadi ne permettra jamais qu'à travers Lemoniz triomphe la violence institutionnelle et le terrorisme d'État. Nous lutterons jusqu'au bout pour la participation publique au dessin de notre développement, pour la réalisation d'une

²¹ Souligné dans le texte.

société à l'échelle humaine faite pour l'homme et par l'homme, et pour une Euskadi libre et en paix (...). C'est pour cela qu'aujourd'hui, nous sommes de nouveau ici, conscients qu'un peuple qui est capable de répondre comme le nôtre vient de le faire durant cette longue marche derrière l'objectif de l'immédiate paralysie de Lemoniz, est un peuple destiné à triompher ».

2 - *Un mouvement politique : celui d'une exigence démocratique.* L'acteur antinucléaire parle ici au nom des droits de l'homme et du citoyen (à l'information, au débat et au libre choix, ainsi qu'à l'organisation et à la libre représentation) contre ceux (politiciens corrompus, gouvernement et institutions fascistes) qui sont un obstacle à l'expression de ces droits, et pour que la démocratie, qui permettrait de réellement décider sur le nucléaire, soit instaurée en Pays Basque.

L'accent est d'abord mis sur le caractère illégal du projet Lemoniz en regard des propres lois du système franquiste. L'argument se situe au niveau strictement juridique, la protestation ayant recours aux tribunaux et aux différentes institutions du régime (ministères, gouvernements civils, députations, etc.). Le mépris avec lequel cette protestation est accueillie²² provoque, si besoin était, la condamnation du système qui ne respecte [326] même pas sa propre légalité.

La lutte antinucléaire mobilise alors²³ contre le système même et pour des institutions réellement représentatives. Cette action, qui pousse pour que les nouvelles institutions qui se constituent (nous sommes alors (1977-1979) en pleine Réforme) soient les véritables canaux d'irrigation et d'expression de la volonté populaire, va faire de Lemoniz le point de focalisation de l'exigence démocratique en Pays Basque. C'est à travers le problème de Lemoniz que de vastes secteurs de la population basque vont concrètement exprimer leur désir de démocratie : « droit au débat », « droit à ce que chacun puisse s'exprimer », « droit à des institutions qui représentent véritablement la société civile », « droit, en définitive, à une consultation ouverte et populaire sur ce thème »²⁴.

²² Cf. à ce propos la volumineuse compilation des requêtes et pétitions de la Commission de Défense, et la violence dédaigneuse des réponses qu'elles suscitent : *Euskadi o Lemoniz, op. cit.*, pp. 61-211.

²³ Cette distinction est moins chronologique qu'analytique.

²⁴ Termes extraits d'un document remis par la Commission de Défense au Parlement basque, le 31 mars 1980.

3 - Enfin, bien qu'à une moindre intensité, un mouvement social anti-technocratique. Celui-ci n'est jamais, contrairement aux deux précédents, repérable à l'« état pur » dans la lutte antinucléaire basque. Mais son image n'en est pas moins présente. Il faut la chercher au plus loin des réactions défensives animées par la peur ou le rejet instinctif des nouvelles techniques. Par exemple, chez certains militants (le plus souvent techniciens, ingénieurs ou enseignants) qui affirment ouvertement « ne pas être convaincus que le nucléaire soit une si mauvaise chose »²⁵.

La figure d'un adversaire non plus national, ni politique, mais social peut alors apparaître : les technocrates d'Iberduero S.A. qui imposent un choix et un type de développement et de consommation énergétique [327] en fonction des seuls impératifs de rentabilité et de puissance de l'entreprise. L'accent est alors mis sur la manipulation de l'information à laquelle celle-ci se livre pour imposer à la population ses scénarios de croissance et les nouveaux « besoins » qu'ils entraînent²⁶.

C'est à l'apogée de ses mobilisations, soit en 1979, que la lutte antinucléaire basque intègre le mieux ces trois types de mouvement par la revendication : « Le peuple basque veut disposer de ses propres institutions, représentatives et démocratiques, afin de décider de son futur, et en particulier de sa politique énergétique ». La lutte contre Lemoniz devient alors l'expression la plus forte, le symbole du mouvement basque qui unit encore fermement action démocratique et revendication nationale (cf. supra, chap. III et IV).

Mais aucun mouvement aussi « total » ne peut durer longtemps : son hétérogénéité réapparaît toujours bien vite. Dans le cas de la lutte antinucléaire basque, et plus largement dans celui du mouvement basque, le poids de la question nationale, en

²⁵ Les « trois points » de la Commission de Défense, adoptés dès 1977, ne rejettent en rien l'énergie nucléaire. Ils ne font que réclamer le libre débat et le libre choix de ses éventuels utilisateurs : « Outre le fait qu'il renferme de graves irrégularités, tant juridico-administratives que socio-économiques, on prétend imposer le projet de Lemoniz derrière le dos du peuple, en ignorant totalement l'opinion de la communauté affectée. Nous entendons qu'il dépend de la communauté basque de décider sur la convenance ou non de cette centrale. Le problème devrait être posé et débattu à trois niveaux :

- 1) L'acceptation ou non de cette technologie (problème éthique et politique).
- 2) La convenance ou pas de l'alternative nucléaire pour Euskadi, et,
- 3) Dans le cas où la réponse est affirmative, le meilleur choix d'emplacement des centrales dans le cadre d'une politique publique rationnelle ».

²⁶ Cf. en particulier le communiqué du 12 janvier 1979 de la Commission de Défense sur la « manipulation et la désinformation malintentionnée d'Iberduero S.A. » qui « au nom d'une prétendue rationalité cherche à imposer Lemoniz dans son seul intérêt d'entreprise capitaliste ».

devenant un rapport de force historique chaque jour plus dense, allait faire éclater l'action démocratique et étouffer le mouvement social.

V- 1980-1982 ; « LEMONIZ, EZ ! ETA, BAI ! GOMA DOS, MAS ! » :

DU MOUVEMENT TOTAL AU RAPPORT DE FORCE HISTORIQUE²⁷

« Quoi qu'il advienne, la centrale nucléaire de Lemoniz sera terminée et entrera en fonctionnement », « Nous sommes contre toute forme de consultation populaire sur Lemoniz ». Ces déclarations²⁸, et les pratiques qu'elles dénotent, contribueront directement à fermer la contestation démocratique et à empêcher le mouvement social de se nouer. Les appels angoissés [328] que lance la Commission de Défense sont à ce propos éloquentes : « La Commission de Défense et les Comités Antinucléaires d'Euskadi ont été, tout au long de ces dernières années, un modèle d'expression responsable et pacifique, informant jusqu'à satiété lorsque l'appareil d'État le permettait, lançant des appels, etc. On dispose d'un volumineux dossier des documents de ce déjà long processus d'actions juridico-administratives, rapports techniques, socio-économiques, etc. La réponse à cette longue action de réflexion, de dénonciation, de rationalisation du débat, qui devrait enorgueillir n'importe quel peuple, a été une réponse par le silence et le dédain. L'attitude de civisme et de participation dont a fait preuve notre peuple durant ces dernières années autour du problème de Lemoniz, a été systématiquement rejetée » (24/10/78). « Si les manifestations et actes antinucléaires sont systématiquement interdites (...), si nos protestations se perdent dans les canaux juridico-administratifs, si les organes politiques basques s'inhibent : quel chemin reste-t-il au peuple ? Que personne ne crie ensuite au scandale et se sente abusé, car on ne pourra jamais accuser (le mouvement antinucléaire) de ne pas avoir, en représentation de vastes secteurs de notre peuple, épuisé tous les chemins imaginables » (16/02/79).

Le dédain et souvent la violence institutionnelle ont sans aucun doute directement conduit à la fermeture et au durcissement du mouvement antinucléaire.

²⁷ « Lemoniz, non ! ETA, oui ! Goma II (explosif généralement utilisé par ETA), encore plus ! » : slogan des dernières manifestations antinucléaires.

²⁸ La première de Pedro Areitio, Président du Conseil d'administration d'Iberduero S.A., le 25/05/80, et la seconde d'Adolfo Suarez, Président du Gouvernement espagnol, le 6/12/80.

Mais seule la radicalisation de sa composante nationale permet, selon nous, d'expliquer son éclatement et la transformation du « problème Lemoniz » en un pur rapport de force historique.

Dès l'été 1977, ETA militaire avait prévenu qu'elle ne « permettrait pas la prolongation de l'attentat Lemoniz contre le Peuple basque » et qu'elle « répondrait au terrorisme d'Iberduero S.A. » En juin 1979, elle précise ses positions et déclare que « l'heure a sonnée où nous comprenons tous qu'Euskadi ne veut pas de Lemoniz, ni d'aucun autre projet nucléaire et que les travailleurs basques, les forces révolutionnaires et ETA sommes disposés à empêcher sa réalisation »²⁹. En 1977, ETA réalise quatre actions contre Lemoniz et Iberduero S.A. ; en 1978-1979, cinq ; en 1980, quinze ; en 1981, 142 dont l'enlèvement (qui se soldera par la mort) de l'ingénieur en chef de la centrale ; et durant ces six premiers mois de 1982, 33 dont l'assassinat du directeur du projet de Lemoniz³⁰ : dès la fin de l'été 1980, le « problème Lemoniz » devient une « affaire d'Eta(t) ». [329]

D'acteurs, les militants antinucléaires deviennent spectateurs³¹. Spectateurs du choc frontal de deux forces historiques opposées. Les « supporters » de chaque camp ne se répartissent dès lors plus suivant leurs convictions sociales ou politiques, mais purement nationales. Les nationalistes radicaux, appuyant ETA, sont tous « antinucléaires », tandis que les autres cessent de participer aux mobilisations ou en viennent même (comme les socialistes) à se prononcer pour ce qu'ils condamnaient la veille « afin de ne pas céder au chantage d'ETA ».

Si l'intervention d'ETA a définitivement (à ce jour) empêché la mise en marche de la centrale, c'est, en dernière analyse, au détriment du mouvement lui-même, en le dépossédant de son enjeu. Avec l'intervention d'ETA, celui-ci cesse d'être l'expression concordante d'un désir de souveraineté nationale, d'une exigence démocratique, et d'un mouvement anti-technocratique, pour se muer en pur objectif historique et militaire. Il convient dès lors de poser la question : avec la fermeture de Lemoniz, les acteurs du

²⁹ Communiqué d'ETA militaire du 15/06/1979.

³⁰ Cf. la liste de ces actions dans les numéros 7 (avril 1981), 11 (août 1981) et 12-23 (septembre 1981-août 1982) de *Zuzen* (organe d'ETA militaire).

³¹ Ce qu'un des leaders de la Commission de Défense nous exprimait ainsi : « Nous avons été contraints, par la répression, à mettre la clef sous le paillason. ETA nous l'a prise et maintenant, on ne peut plus rentrer chez nous... » (*I. 68*).

mouvement antinucléaire basque des années 1978-1979 ont-ils réellement obtenu ce
pour quoi ils luttaient ? [\[330\]](#)